

GASCOGNE S.A.

Société anonyme à conseil d'administration, au capital de 9 969 815 €.
Siège social : 650, avenue Pierre Benoit, 40990 Saint Paul lès Dax
895 750 412 R.C.S. Dax.

**RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
AU 30 JUIN 2013**

Attestation du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-après présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Saint Paul lès Dax, le 31 juillet 2013

Frédéric Doulcet
Président-Directeur Général

A. - RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

I – Faits marquants.

Suivi du protocole de conciliation avec les banques et l'actionnaire EEM

En janvier 2013, le Groupe, ne respectant pas les covenants financiers du contrat syndiqué et du protocole de conciliation, a obtenu:

- l'accord des banques pour ne pas demander le remboursement anticipé de l'ensemble de la dette (hors New Money) au moins jusqu'au 30 avril 2013, cet accord a été renouvelé jusqu'au 30 septembre 2013 ;
- l'accord des banques et de l'actionnaire EEM pour différer le remboursement des échéances du solde du crédit de New Money jusqu'au 30 avril 2013, cet accord a été renouvelé jusqu'au 30 septembre 2013.

Le Groupe poursuit, ses discussions avec l'ensemble de ses partenaires financiers pour trouver un accord au cours de l'année 2013 et dans ce cadre recherche toujours des solutions pour faire face à son endettement et ses besoins de trésorerie

Au niveau des activités, le semestre se caractérise par :

Le premier semestre 2013 s'est déroulé dans une conjoncture économique toujours difficile, et en forte contraction sur certains de nos marchés. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires est resté stable à 216,3M€.

Les principaux points clés du semestre sont :

- En janvier 2013, cession des actifs de la filiale déficitaire MUPA Emballages (6,5 M€ de CA en 2012) et le 1er mars 2013, cession du site de Jarnac (12,2 M€ de CA en 2012) qui fait partie de la filiale Gascogne Laminates ;
- Le lancement opérationnel réussi de la nouvelle ligne de production sur le site de DAX (branche Complexes) à compter du 1^{er} mai 2013. Ce nouvel équipement réalise déjà 20% des volumes du site après 2 mois d'activité
- La mise en œuvre d'un plan de restructuration dans la branche Bois qui s'est traduit par la mise en œuvre d'un PSE de 23 personnes qui, associé aux départs naturels a conduit à réduire de 32 personnes les effectifs de la société Gascogne Wood Products ;
- La poursuite du programme de déstockage des bois de tempête, qui associé aux autres démarches de contrôle du BFR, a permis d'en diminuer le niveau de 7,2M€ sur le premier semestre.

Tendances commerciales

- Des volumes de ventes en retrait dans la plupart des activités et en particulier dans la branche Sacs
- Des niveaux de prix globalement stables, sauf dans la branche Bois.

Impacts financiers

- L'EBITDA¹ affiche un recul de 0,5M€ à 6,3M€, intégrant toutefois l'impact non récurrent des coûts de démarrage de la nouvelle installation de DAX pour 0,4M€ ;
- Le résultat opérationnel courant est en perte de 0,2M€, ce qui représente une amélioration de 1,4M€ par rapport au premier semestre 2012 étroitement associée aux variations enregistrées sur les dotations aux amortissements des branches Bois et Papier (amortissements en baisse, conséquence des provisions impairment comptabilisées fin 2012) et de la branche Complexes (amortissements en hausse, conséquence de l'application de la norme IFRS 5 avec l'absence d'amortissement sur le 1^{er} semestre 2012)
- La génération d'un cash-flow d'exploitation positif de 5,3M€ et stabilité de l'endettement net.

II – Activités et résultats du groupe (hors activité cédées²)

Le chiffre d'affaires de 216,3M€ au 30 juin 2013 est stable par rapport au 30 juin 2012, avec des évolutions différentes selon les activités :

- Bois : - 2,3%
- Papier : +7,2%
- Sacs : - 3,6%
- Laminates : - 0,6%

Le résultat opérationnel courant est de - 0,2 M€, contre - 1,7 M€ au premier semestre 2012.

La variation de +1,5 M€ par rapport au premier semestre 2012 s'explique par les principaux impacts suivants :

- Volumes de ventes - 0,6 M€
- Prix et mix - 0,2 M€
- Impact prix matières premières/énergie - 1,7 M€
- Efficience - 0,4 M€
- Coûts fixes + 2,9 M€
- Frais de démarrage ligne Dax - 0,4 M€
- Amortissements/provisions nettes + 1,9 M€

Les **autres produits et charges opérationnels** présentent un solde net négatif de -2,9 M€, principalement dû à :

- des coûts associés au plan d'adaptation des effectifs et de la capacité de production dans la branche Bois pour 1,4 M€
- des honoraires liés à la restructuration de la dette et aux cessions de sites pour 0,6 M€.

Au 30 juin 2012, cet agrégat s'élevait à - 5,8 M€ dont 4 M€ de provisions impairment.

Le **résultat opérationnel** ressort à - 3,1 M€ contre - 7,4 M€ au 30 juin 2012.

Le **résultat financier** passe de -4,8 M€ à -3,6 M€ à fin juin 2013 : baisse du coût de l'endettement financier net de 0,6 M€ (effet taux moyen de financement, et baisse de l'endettement net moyen sur la période), et effet de change positif de 0,6M€.

Le **résultat net consolidé** des activités poursuivies ressort à - 6,7 M€ contre - 9,9 M€ au 30 juin 2012.

¹ EBITDA : Résultat opérationnel courant + dotations nettes aux amortissements + dotations nettes aux provisions et dépréciations d'exploitation

² Données en application de la norme IFRS 5 c'est-à-dire hors activités cédées (activités de Gascogne Laminates Switzerland, Mupa et Jarnac).

Structure financière

Le besoin en fonds de roulement d'exploitation (BFR) s'élève à 64,1 M€ contre 71,4 M€ au 31 décembre 2012.

Cette forte amélioration du BFR (en diminution de 7,3 M€ hors effet de périmètre) sous l'effet notamment d'une diminution significative des stocks a permis au Groupe de générer un cash-flow d'exploitation positif de 5,3M€, en augmentation de 11,7 M€ par rapport au 1^{er} semestre 2012.

Le cash-flow d'exploitation ne couvre toutefois pas totalement les investissements du semestre qui se sont élevés à 6,9M€. Ceux-ci ont principalement concerné le paiement du solde de la nouvelle ligne d'enduction du site de Dax (branche Complexes) et de la nouvelle chaudière biomasse du site de Castets (branche Bois).

Le cash flow de financement négatif de -1,6M€ est dû à la poursuite du remboursement des emprunts bancaires.

L'endettement net des activités poursuivies et en cours de cession ressort à 99,5 M€ stable par rapport au 31 décembre 2012.

Les capitaux propres s'élèvent à 53,9 M€ en baisse de 6,8 M€ par rapport au 31 décembre 2012 principalement liée à la perte du semestre.

L'actif net par action ressort à 27 €.

Capital.

Le capital est composé de 1 993 963 actions au 30 juin 2013.
Depuis le 1er juillet 2013, aucune nouvelle action n'a été créée.

Au cours du semestre, la société n'a reçu la notification d'aucun franchissement de seuil.

L'action a évolué dans une fourchette de 2,45 € à 533 €. Le volume moyen journalier des transactions s'élève à 3 847.

Au 30 juin 2013, le cours était de 2,45 € contre 534 € au 31 décembre 2012.

III - Activité et résultats des branches.

1. Bois : des résultats en retrait dans un contexte secteur très difficile

Malgré l'intensification de ses opérations de conseil en matière sylvicole, la branche affiche un recul de son chiffre d'affaires de 2,3% à 41,4M€, en raison des conditions climatiques difficile du premier semestre (gel) et de la morosité conjoncturelle du secteur de la décoration. Enfin, le premier semestre a été marqué par le démarrage de l'activité Bois Energie, avec une contribution encore marginale au chiffre d'affaires.

Cette baisse d'activité, associée à une pression sur les prix, a eu un impact direct sur l'EBITDA, qui est passé déficitaire à hauteur de -1,1M€. Un plan d'adaptation des effectifs et de la capacité de production a été mené, avec une baisse des effectifs permanents de 32 personnes sur le premier semestre 2013.

2. Papier : des résultats en hausse, positivement impactés par l'absence de l'arrêt usine programmé

Le chiffre d'affaires enregistre une progression de 7,2% à 52,3M€. Cette progression repose sur un effet de base favorable (absence d'arrêt usine de 15 jours) et sur un effet prix destiné à compenser la hausse des coûts matières et énergie.

Cette croissance de l'activité permet à L'EBITDA de progresser sensiblement à +2,1M€ à comparer à -0,4M€ au 30 juin 2012. Cette performance s'appuie également sur le bon contrôle des dépenses d'entretien.

Après comptabilisation des amortissements (en baisse de 1.3M€ par rapport au premier semestre 2012), le résultat opérationnel courant est à l'équilibre, contre une perte de 3,7M€ au premier semestre 2012.

3. Sacs : amélioration de la rentabilité dans un contexte de baisse des volumes

Le chiffre d'affaires marque un recul de 3,6% à 59,6M€, subissant la morosité conjoncturelle de ses marchés en Europe. Seule la filiale tunisienne a connu une activité en croissance dans un marché local bien orienté.

Toutefois, grâce à la bonne maîtrise de ses charges, notamment en Allemagne, et à sa capacité à augmenter ses prix, la branche est parvenue à faire progresser son EBITDA durant cette période à +3,8M€ contre +3,6M€ au 30 juin 2012, soit une hausse de 0,2M€.

Le résultat opérationnel courant progresse également de 0,2M€ à +1,7M€. La division démontre ainsi sa capacité de résistance dans un environnement économique difficile.

4. Complexes : baisse du résultat opérationnel courant, dans un contexte de mise en place d'investissements structurants

Le premier semestre de l'année 2013 a vu la finalisation de la réorganisation opérationnelle avec la cession des actifs de Mupa Emballages et du site de Jarnac de Gascogne Laminates. Depuis début mars, cette branche opère sur les deux seuls sites de DAX et LINNICH.

Le chiffre d'affaires de la branche Complexes s'établit en léger recul de 0,6% à 62,7M€. Cette apparente stabilité masque toutefois des variations importantes selon les secteurs de destination des activités (recul dans les enveloppes, progression dans l'isolation du bâtiment et la pharmacie)

L'EBITDA s'établit à +1,9M€ contre +3,3M€ au 30 juin 2012, soit une baisse de 1,4M€ liée à :

- Une forte pression sur les prix qui n'a pu être que très partiellement compensée par des économies sur le coût des principales matières premières, laissant une charge nette de 0,5M€ ;
- Un impact défavorable du mix des ventes qui est venu s'ajouter à la baisse des prix ;
- 0,5M€ de coûts non récurrents associés au démarrage des nouvelles installations.

Le résultat opérationnel courant ressort à 0,4 M€ après prise en compte de l'impact des dotations aux amortissements pour 1,5M€. Au 30 juin 2012, cet amortissement avait été neutralisé compte tenu du statut d'actif destiné à la vente de cette branche.

Pour l'avenir, le nouvel équipement donne à la branche une capacité de production et une avance technologique suffisantes pour assurer son développement sur les marchés du composite pour l'aéronautique, du médical, des rubans adhésifs techniques et des arts graphiques dans les prochains mois

5. Du résultat opérationnel au résultat net

Le résultat opérationnel courant ressort en perte de -0,2M€ contre -1,7 M€ au 30 juin 2012, soit une amélioration de 1,5M€. La baisse enregistrée au niveau des dotations aux amortissements et provisions de 1,9M€ permet de compenser le recul de 0,5M€ de l'Ebitda. Il convient de noter que l'Ebitda enregistre 0,4M€ de charges non récurrentes associées au démarrage de la nouvelle installation de DAX.

Le résultat opérationnel ressort en perte de -3,1M€ Cet agrégat intègre des éléments non récurrents à hauteur de 2,9M€, dont notamment 1,4M€ associé au plan d'adaptation des effectifs et de la capacité de production dans la branche Bois. Au 30 juin 2012, cet agrégat enregistrait 4M€ au titre des provisions impairment. Aucun ajustement n'a été jugé nécessaire depuis la clôture au 31 décembre 2012.

Après prise en compte du coût de l'endettement net de -3,1M€ (en baisse de 0,6M€), le résultat net ressort à -6,7M€ contre -9,9M€ au 30 juin 2012 à données comparables

L'ajustement final sur les cessions des actifs de Mupa et Jarnac finalisées au début de l'année conduit le Groupe à présenter un résultat net consolidé du groupe de -7,3M€ au 30 juin 2013 contre -12,9M€ au 30 juin 2012.

IV - Point sur l'évolution des principaux contentieux.

Litige Bruxelles

Suite aux procédures engagées par Gascogne SA et Sachsa Verpackung (devenue Gascogne Sack Deutschland) devant le Tribunal de Première Instance des Communautés Européennes pour faire appel de l'amende de 13,2M€ infligée par la Commission Européenne, les audiences de plaidoiries ont eu lieu le 2 février 2011.

Par une décision du 16 novembre 2011, le Tribunal de l'Union Européenne a rejeté le recours en annulation. Les sociétés ont décidé d'intenter un pourvoi devant la Cour de Justice Européenne dont la procédure est en cours. Une décision devrait intervenir avant fin 2013

Ce litige fait l'objet d'une provision de 13,2 M€ (constituée fin 2005) et d'intérêts courus pour 4 M€ (présentés en autres passifs courants).

Litiges liés à l'amiante

A ce jour pour Gascogne Paper

- 69 dossiers de demande de reconnaissance de maladie professionnelle ont été déposés devant la CPAM (soit 5 dossiers supplémentaires depuis le 31 décembre 2012) :

- 58 dossiers reconnus,
- 6 dossiers refusés,
- 5 dossiers en cours d'analyse.

- 49 dossiers ont été déposés devant le TASS pour faute inexcusable (pas d'évolution depuis le 31 décembre 2012) sur les 58 dossiers reconnus en maladie professionnelle.

Sur les 49 dossiers :

- 5 ont été jugés en 2007 par décision du 11 février 2008 : la faute inexcusable a été retenue mais les dossiers ont été déclarés inopposables à Gascogne Paper, la charge financière des condamnations a donc été totalement affectée aux Caisses d'Assurance Maladie. Les appels n'ont pas modifié ces jugements.
- 21 ont été jugés en Première Instance le 28 juin 2010 :
 - 8 dossiers pour lesquels la faute inexcusable a été retenue et déclarés opposables à Gascogne Paper. Pour ces 8 dossiers, dont 2 ont fait l'objet d'un recours en appel, la société a été condamnée à verser des indemnités pour un montant de 459K€ qui ont été enregistrées dans les comptes au 31 décembre 2010. L'arrêt de la Cours d'Appel du 7 février 2013 a confirmé la condamnation de Gascogne Paper dans les 2 dossiers, mais a déclaré inopposable l'un des 2 dossiers, ce qui a conduit Gascogne Paper à percevoir un remboursement de 32k€.
 - 13 dossiers pour lesquels la faute inexcusable a été retenue, et déclarés inopposables à Gascogne Paper, donc sans demande de versement d'indemnités.
- 7 ont obtenu une demande de renvoi lors de la Première Instance du 28 juin 2010, ont été plaidés le 7 mars 2011, et le TASS a rendu sa décision le 25 juillet 2011 : la faute inexcusable a été retenue pour les 7 dossiers mais 6 ont été déclarés inopposables à Gascogne Paper et la société a été condamnée à hauteur de 33 K€ pour le dernier dossier
- 3 dossiers (plaidés en décembre 2011) ont été jugés le 10 décembre 2012 : la faute inexcusable a été retenue pour les 3 dossiers et 1 a été déclaré inopposable à Gascogne Paper, la société a été condamnée à hauteur de 83 K€ pour ces 2 dossiers mais a fait appel de la décision
- 13 dossiers sont en délibérés suite à l'audience du 8 avril 2013

➤ *Gascogne Sack*

Aucun élément nouveau n'est intervenu au cours du premier semestre 2013. 2 dossiers de demande de reconnaissance du caractère professionnel de la maladie ont été déposés en 2008 et reconnus comme tels.

➤ *Synthèse des impacts financiers*

A fin juin 2013, le montant des indemnités versées par Gascogne Paper sur les 36 dossiers jugés s'élève à 0,7 M€ et le montant de la provision sur les 13 dossiers non encore jugés s'élève à 1,5 M€.

Litige avec les anciens salariés du site de Givet

A la suite de l'annonce de la fermeture du site de Givet, 55 salariés avaient ouvert en décembre 2009 des actions individuelles afin d'obtenir des primes supra légales supplémentaires à celles déjà versées.

Le Conseil des Prud'hommes de Charleville-Mézières a condamné le 16 mai 2011 Gascogne Laminates à verser à ses anciens salariés des indemnités et des salaires pour un montant total de 930 K€ avec demande d'exécution provisoire.

La société Gascogne Laminates a, interjeté appel de ce jugement et obtenu en référé la suspension de l'exécution provisoire.

L'audience en appel initialement fixée au 27 juin 2013 a été reportée en septembre 2013.

Le montant total de ces condamnations est provisionné dans les comptes de la société.

Litiges avec d'anciens dirigeants

L'ancien dirigeant de la Branche Bois, a contesté son licenciement pour faute grave le 17 octobre 2011 auprès du Conseil des Prud'hommes de Bergerac et réclame des dommages et intérêts à Gascogne SA pour 0,3 M€.

Le Conseil des Prud'hommes de Bergerac a condamné le 28 juin 2012 Gascogne SA à verser des indemnités et des dommages et intérêts à hauteur des réclamations soit 312 K€ avec demande d'exécution provisoire.

La société a fait appel de cette décision sur le fond, mais a d'ores et déjà payé 200 K€.

Par ailleurs, la société MEYSSET DEVELOPPEMENT (dont le représentant légal est l'ancien dirigeant de la branche Bois) a assigné, Gascogne SA et Gascogne Wood Products, le 28 février 2012, auprès du Tribunal de Commerce de Dax et réclame 1,5 M€ de dommages et intérêts en réparation du caractère brutal, et abusif de la révocation de son mandat de Président de Gascogne Wood Products en octobre 2011. L'audience du Tribunal de commerce s'est tenue en Décembre 2012 et le jugement a été mis en délibéré.

A la date de rédaction de ce document, MEYSSET DEVELOPPEMENT et son représentant légal ont été condamnés à verser 10 K€ au titre de l'article 700 du Code de procédure civile.

Deux autres anciens dirigeants du Groupe intentent également des procédures devant le Conseil des Prud'hommes, réclamant au total 1,2 M€.

Concernant l'ensemble de ces litiges, la société a constitué une provision de 0,6 M€ à fin 2012. Le montant de cette provision est inchangé à fin juin 2013.

V - Evolution et perspectives.

Dans un contexte économique qui reste difficile, le groupe anticipe sur le second semestre une légère contraction de ses volumes de ventes et une hausse des prix de vente sur l'activité papier.

Saint Paul lès Dax, le 24 juillet 2013

B – ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES ARRETES AU 30 JUIN 2013

I.– Résultat global intermédiaire au 30 juin 2013.

(En milliers d'euros)	Notes	1er Semestre 2013	1er Semestre 2012
ACTIVITES POURSUIVIES			
Chiffre d'affaires	5	216 293	216 222
Variation des stocks des produits en cours et produits finis		(2 450)	(9 943)
Achats consommés		(102 068)	(93 916)
Charges externes		(51 910)	(50 367)
Frais de personnel		(49 904)	(51 051)
Impôts et taxes		(4 598)	(4 292)
Dotations aux amortissements		(6 507)	(8 649)
(Dotations) Reprises de provisions		(48)	21
Autres produits et charges d'exploitation		989	313
Résultat opérationnel courant		(203)	(1 662)
Autres produits et charges opérationnels	12	(2 850)	(5 784)
Résultat opérationnel		(3 053)	(7 446)
Coût de l'endettement financier net		(3 125)	(3 761)
Autres produits et charges financiers		(490)	(1 001)
Charges financières	13	(3 615)	(4 762)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		(165)	183
Résultat avant impôt		(6 833)	(12 025)
Impôt sur le résultat	14	101	2 127
Résultat net des activités poursuivies		(6 732)	(9 898)
attribuable à:			
. actionnaires de Gascogne SA		(6 734)	(9 897)
. intérêts non contrôlés		2	(1)
Résultat net des activités poursuivies		(6 732)	(9 898)
. Eléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat			
Variation des écarts actuariels sur les régimes de retraite			(1 451)
Impôts sur les opérations en capitaux propres			456
		0	(995)
. Eléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat			
Variation des écarts de conversion		(246)	(131)
Variation de juste valeur des instruments financiers		1 299	14
Impôts sur les opérations en capitaux propres		(433)	(5)
		620	(122)
. Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres		620	(1 117)
Résultat global des activités poursuivies		(6 112)	(11 015)
attribuable à:			
. actionnaires de Gascogne SA		(6 114)	(11 014)
. intérêts non contrôlés		2	(1)
ACTIVITES EN COURS DE CESSIION			
Résultat net des activités en cours de cession net d'impôt	2.4	(608)	(3 021)
attribuable à:			
. actionnaires de Gascogne SA		(608)	(3 021)
. intérêts non contrôlés		0	0
Produits et charges comptabilisés en autres éléments du résultat global		4	(286)
Résultat global des activités en cours de cession net d'impôt		(604)	(3 307)
RESULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE			
Résultat net de l'ensemble consolidé net d'impôt		(7 340)	(12 919)
attribuable à:			
. actionnaires de Gascogne SA		(7 342)	(12 918)
. intérêts non contrôlés		2	(1)
Produits et charges comptabilisés en autres éléments du résultat global		624	(1 403)
Résultat global de l'ensemble consolidé net d'impôt		(6 716)	(14 322)
Résultat net par action de l'ensemble consolidé			
Résultat de base par action (en €)		(3.78)	(6.65)
Résultat dilué par action (en €)		(3.78)	(6.65)
Résultat net par action des activités poursuivies			
Résultat de base par action (en €)		(3.47)	(5.10)
Résultat dilué par action (en €)		(3.47)	(5.10)

II. – Bilan consolidé intermédiaire au 30 juin 2013.

(En milliers d'euros)	Notes	1er Semestre 2013	Exercice 2012
Actif			
Immobilisations incorporelles	8	5 571	6 754
Immobilisations corporelles	8	109 667	111 027
Titres mis en équivalence		2 609	2 831
Actifs financiers non courants		14 627	15 048
Impôts différés actif		3 996	4 059
Actif non courant		136 470	139 719
Stocks		104 442	107 821
Clients et autres débiteurs		59 690	53 489
Autres actifs courants		648	650
Impôt sur les bénéfices à récupérer		1 557	1 549
Actifs financiers courants		137	150
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	4 200	5 058
Actif courant		170 674	168 717
Activités cédées	2.4	2 406	7 947
Total de l'actif		309 550	316 383

Capitaux propres et passif	Notes	1er Semestre 2013	Exercice 2012
Capitaux propres			
Capital		9 970	9 970
Primes d'émission, de fusion, d'apport		64 500	64 500
Réserves consolidées		(5 887)	85 504
Réserves liées à la variation de juste valeur des instruments financiers		(507)	(1 373)
Réserves liées aux gains et pertes actuariels		(3 187)	(3 184)
Actions propres		(3 010)	(3 044)
Ecarts de conversion		(599)	(360)
Résultat consolidé		(7 342)	(91 287)
Capitaux propres, part du groupe		53 938	60 726
Intérêts minoritaires		35	33
Total des capitaux propres consolidés		53 973	60 759
Passif			
Emprunts et dettes financières, part à plus d'un an	10	5 676	7 591
Engagements de retraite et autres avantages	11	18 239	18 024
Provisions, part à plus d'un an	11	4 163	15 207
Autres passifs non courants		4 001	4 025
Impôts différés passif		996	878
Passif non courant		33 075	45 725
Emprunts et dettes financières, part à moins d'un an (*)	10	98 935	98 605
Provisions, part à moins d'un an	11	17 188	6 104
Fournisseurs et autres créditeurs		99 293	90 323
Autres passifs courants		4 732	8 811
Impôt sur les bénéfices à payer		860	896
Passif courant		221 008	204 739
Activités cédées	2.4	1 494	5 160
Total du passif		255 577	255 624
Total du passif et des capitaux propres		309 550	316 383
(*) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		38 772	38 165

III. – Tableau des flux de trésorerie au titre du 1^{er} janvier au 30 juin 2013.

(En milliers d'euros)	1er Semestre 2013	1er Semestre 2012
Résultat net de l'ensemble consolidé	(7 340)	(12 919)
Charge d'impôt	(95)	(2 275)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	165	(183)
Charges financières	3 651	5 050
Dotations aux amortissements	6 507	8 649
Dotations (reprises) aux provisions	(6 471)	5 694
Pertes (profits) sur cessions d'actifs immobilisés	5 219	(111)
Autres charges (produits) non générateurs de flux	(404)	(412)
Capacité d'autofinancement opérationnelle	1 232	3 493
Variation des stocks	6 114	12 557
Variation des clients et autres débiteurs	(6 111)	(5 866)
Variation des fournisseurs et autres créditeurs	7 165	(12 362)
Variation des autres créances et dettes	356	174
Flux générés par l'activité	8 756	(2 004)
Intérêts payés	(3 304)	(4 203)
Impôts payés	(192)	(225)
Flux de trésorerie opérationnels	5 260	(6 432)
<i>dont activités en cours de cession/cédée</i>	327	(1 194)
Acquisitions d'immobilisations	(7 893)	(13 546)
Cessions d'immobilisations	1 884	2 279
Flux de trésorerie d'investissement	(6 009)	(11 267)
<i>dont activités en cours de cession/cédée</i>	661	(178)
Excédent (besoin) de financement	(749)	(17 699)
Augmentation des dettes financières		525
(Diminution) des dettes financières	(1 559)	(6 800)
Flux de trésorerie de financement	(1 559)	(6 275)
<i>dont activités en cours de cession/cédée</i>	(1 817)	941
Variation de la trésorerie nette	(2 308)	(23 974)
<i>dont activités en cours de cession/cédée</i>	(829)	(431)
Autres mouvements	(10)	(1)
<i>dont activités en cours de cession/cédée</i>	(35)	12
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	(31 208)	(20 712)
<i>dont activités en cours de cession/cédée</i>	1 932	1 286
Variation de la trésorerie nette	(2 308)	(23 974)
<i>dont activités en cours de cession/cédée</i>	(829)	(431)
Autres mouvements (dont variation de change)	(10)	(1)
<i>dont activités en cours de cession/cédée</i>	(35)	12
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	(33 526)	(44 687)
<i>dont activités en cours de cession/cédée</i>	1 068	867

IV. –Tableau de variation de capitaux propres consolidés au 30 juin 2013.

(En milliers d'euros)	Capital	Primes d'émission de fusion d'apport	Réserves et résultats consolidés	Réserves liées aux gains et pertes actuariels	Réserves liées à la variation de juste valeur des instruments financiers	Actions propres	Ecart de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Minoritaires	Capitaux propres
Situation au 1^{er} janvier 2012	29 909	44 561	85 665	(1 144)	(1 833)	(3 368)	(96)	153 694	34	153 728
Autres éléments du résultat global				(1 309)	10		(102)	(1 401)		(1 401)
Résultat net de la période			(12 918)					(12 918)	(1)	(12 919)
Total des produits et des charges comptabilisés au titre de la période			(12 918)	(1 309)	10		(102)	(14 319)	(1)	(14 320)
Réduction du capital	(19 939)	19 939								
Dividende distribué										
Paiements fondés sur des actions										
Autocontrôle			(282)			152		(130)		(130)
Autres éléments comptabilisés en capitaux propres			(66)					(66)		(66)
Situation au 30 juin 2012	9 970	64 500	72 399	(2 453)	(1 823)	(3 216)	(198)	139 179	33	139 212
Situation au 1^{er} janvier 2013	9 970	64 500	(5 783)	(3 184)	(1 373)	(3 044)	(360)	60 726	33	60 759
Autres éléments du résultat global				(3)	866		(239)	624		624
Résultat net de la période			(7 342)					(7 342)	2	(7 340)
Total des produits et des charges comptabilisés au titre de la période			(7 342)	(3)	866		(239)	(6 718)	2	(6 716)
Réduction du capital										
Dividende distribué										
Paiements fondés sur des actions										
Autocontrôle			(44)			34		(10)		(10)
Autres éléments comptabilisés en capitaux propres (*)			(60)					(60)		(60)
Situation au 30 juin 2013	9 970	64 500	(13 229)	(3 187)	(507)	(3 010)	(599)	53 938	35	53 973

V. – Notes sur les états financiers intermédiaires consolidés résumés au 30 juin 2013.

1.- Entité présentant les états financiers

Gascogne est une entreprise domiciliée en France. Le siège social de la société est situé 650, avenue Pierre Benoit, 40990, Saint Paul lès Dax. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de Gascogne pour les 6 mois écoulés au 30 juin 2013 comprennent la société consolidante et ses filiales (l'ensemble désigné comme le « Groupe ») et la quote-part du Groupe dans les entreprises associées. Les principales activités de Gascogne sont la transformation du bois, la production de papier, de sacs et de complexes.

Les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 sont disponibles sur demande au siège social ou sur www.groupe-gascogne.com.

2.- Bases de préparation.

2.1. Déclaration de conformité.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS 34 *Information financière intermédiaire*, tirée des normes IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Les états financiers ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 24 juillet 2013.

2.2. Bases d'évaluation.

Les états financiers sont établis selon la convention du coût historique à l'exception des instruments financiers dérivés qui sont évalués à leur juste valeur et des passifs résultant de transactions dont le paiement est fondé sur des actions évaluées à la juste valeur.

Les résultats déficitaires en 2011 associés à la progression de l'endettement net avaient eu pour conséquence de contraindre Gascogne à entamer début 2012 des discussions avec l'ensemble de ses partenaires bancaires afin de pérenniser la structure de son financement.

Dans ce cadre,

- un apport de New Money (ou Nouveau Crédit) a été réalisé par les banques, et l'Etat par le biais du FDES pour 11,6 M€ en février 2012 et par l'actionnaire EEM pour 6 M€ en juillet 2012,
- un accord de conciliation a été signé le 13 juillet 2012 et homologué par décision du Tribunal de Commerce de Dax en date du 18 juillet 2012 (cf. paragraphe IV.14.2), prévoyant notamment :
 - le rééchelonnement de la dette syndiquée (70 M€) sur une période 2014- 2018,
 - le maintien des lignes bilatérales et de l'affacturage respectivement jusqu'en février et juillet 2014 et divers engagements d'information et de respect d'agrégats financiers par Gascogne.

Depuis la signature de cet accord, les actions suivantes ont été menées:

- au plan financier :
 - Remboursement du crédit de New Money à hauteur de 7,4M€ en septembre 2012
 - Signature fin janvier 2013 d'un moratoire concernant l'apurement d'un passif social et fiscal de 13,8M€
 - En 2013 :
 - accord des banques pour ne pas demander le remboursement anticipé de l'ensemble de la dette (hors new money) au moins jusqu'au 30 septembre 2013
 - accord des banques et de l'actionnaire EEM pour différer le remboursement des échéances du solde du crédit de New Money jusqu'au 30 septembre 2013

- au plan opérationnel :
 - Renforcement de la gouvernance opérationnelle avec le recrutement d'un Directeur Général Opérationnel fin septembre 2012
 - Lancement d'une série d'actions à court terme pour diminuer le BFRE, en particulier les stocks et limiter ou différer les dépenses d'investissements
 - Réalisation d'un audit stratégique et financier au cours du dernier trimestre 2012
 - Finalisation début 2013 du programme de cessions des activités non stratégiques

Le Groupe poursuit ses discussions avec l'ensemble de ses partenaires financiers afin de renforcer sa structure financière à moyen terme et est confiant sur le fait qu'un nouvel accord soit signé au cours de l'année 2013.

Sur cette base, les comptes consolidés intermédiaires ont été établis en appliquant le principe de continuité d'exploitation.

Toutefois, même si la Direction a retenu comme hypothèse la plus probable la réussite des discussions avec les banques, il existe de fait une incertitude quant à leur issue et, en cas d'issue défavorable, l'application des principes comptables généralement admis dans un contexte normal de continuité de l'exploitation, concernant notamment l'évaluation des actifs et des passifs, pourrait s'avérer non appropriée.

2.3. Nouvelles normes IFRS

2.3.1. Nouvelles normes appliquées

Le Groupe a appliqué les amendements de normes et les interprétations entrés en vigueur au 1er janvier 2013 et adoptés par l'Union Européenne :

- Amendements à la norme IAS 1 « Présentation des états financiers : présentation des autres éléments du résultat global »
- IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur »
- IAS19 Révisée « Avantages au personnel » n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés intérimaires résumés »

2.3.2. Nouvelles normes non encore appliquées

Le groupe n'a pas opté pour une application anticipée de textes publiés par l'IASB et dont l'application était possible au 1er janvier 2013 (IFRS 10 Etats financiers consolidés, IFRS11 Partenariats et IFRS12 Information à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités).

2.4. Activités cédées

La norme IFRS 5 – *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées* requiert une comptabilisation et une présentation spécifique des actifs (ou groupe d'actifs) détenus en vue de la vente et des activités arrêtées, cédées ou en cours de cession.

Les activités cédées sont constituées :

- des actifs de la société Gascogne Laminates Switzerland qui ont été cédés à UPM le 30 août 2012.
- des actifs de la société Mupa qui ont été cédés au 1er janvier 2013
- des actifs du site de Jarnac (partie de la société Gascogne Laminates) qui ont été cédés le 1er mars 2013.

Les deux autres sociétés de la branche Complexes, les sociétés Gascogne Laminates (hors site de Jarnac) et Gascogne Laminates Germany ont été reclassées fin 2012 en activités poursuivies suite à la décision prise en décembre 2012 de stopper le processus de cession de ces entités.

En termes de présentation, les positions suivantes ont été retenues :

- Au compte de résultat : la rubrique 'résultat net des activités cédées' comprend, en application de la norme IFRS 5 :
 - Au 1^{er} semestre 2013 : 2 mois d'activité du site de Jarnac, les résultats de cession des sites de Jarnac et de Mupa avaient été provisionnés dans les comptes 2012
 - Au 1^{er} semestre 2012 : 6 mois d'activité de Gascogne Laminates Switzerland, Mupa et de Jarnac.

Il est à noter que dans le compte de résultat du 1^{er} semestre 2012, les activités cédées n'étaient pas amorties en application de la norme IFRS 5 car elles faisaient partie de l'ensemble de la branche Complexe qui avait été mise en vente fin 2011

- Au bilan, les rubriques 'activités cédées' comprennent :
 - En 2012 : les actifs et passifs de Mupa et Jarnac ainsi que les actifs et passifs résiduels de Gascogne Laminates Switzerland.
 - En 2013 : les actifs et passifs résiduels de Gascogne Laminates Switzerland, Mupa et Jarnac

Résultat des activités cédées

(En milliers d'euros)	1er Semestre 2013	1er Semestre 2012
Chiffre d'affaires	3 014	31 053
Variation des stocks des produits en cours et produits finis		(1 496)
Achats consommés	(2 494)	(18 853)
Charges externes	(318)	(4 790)
Frais de personnel	(461)	(5 727)
Impôts et taxes	(32)	(202)
Dotations aux amortissements		
(Dotations) Reprises de provisions		4
Autres produits et charges d'exploitation	39	(439)
Résultat opérationnel courant	(252)	(450)
Autres produits et charges opérationnels	(313)	(2 431)
Résultat opérationnel	(565)	(2 881)
Coût de l'endettement financier net	(26)	(314)
Autres produits et charges financiers	(10)	26
Charges financières	(36)	(288)
Résultat avant impôt	(601)	(3 169)
Impôt sur le résultat	(7)	148
Résultat net des activités cédées	(608)	(3 021)
Variation des écarts de conversion	7	29
Variation de juste valeur des instruments financiers		
Variation des écarts actuariels sur les régimes de retraite	(5)	(404)
Impôts sur les opérations en autres éléments du résultat global	2	89
Produits et charges comptabilisés en autres éléments de résultat global	4	(286)
Résultat global des activités cédées net d'impôts	(604)	(3 307)

Les autres produits et charges opérationnels comprennent en 2012 une provision pour moins-value de cession de 2,4 M€ sur les actifs de la filiale Suisse compte tenu de l'accord signé avec UPM en juin 2012.

Bilan des activités cédées

(En milliers d'euros)	1er Semestre 2013	Exercice 2012
Immobilisations incorporelles		10
Immobilisations corporelles		313
Actifs financiers non courants	2	2
Impôts différés actif		6
Actif non courant	2	331
Stocks		1 686
Clients et autres débiteurs	513	2 419
Autres actifs courants	75	831
Impôt sur les bénéfices à récupérer	748	748
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 068	1 932
Actif courant	2 404	7 616
Total actifs d'activités cédées	2 406	7 947
Emprunts et dettes financières, part à plus d'un an		240
Engagements de retraite et autres avantages		560
Provisions, part à plus d'un an	13	13
Passif non courant	13	813
Emprunts et dettes financières, part à moins d'un an		99
Fournisseurs et autres créditeurs	1 479	3 651
Autres passifs courants	2	597
Passif courant	1 481	4 347
Total passifs d'activités cédées	1 494	5 160
Actifs & passifs nets cédés	912	2 787

Flux de trésorerie des activités cédées

(En milliers d'euros)	1er Semestre 2013	1er Semestre 2012
Flux de trésorerie opérationnels	327	(1 194)
Flux de trésorerie d'investissement	661	(178)
Flux de trésorerie de financement	(1 817)	941
Flux de trésorerie nets de l'exercice	(829)	(431)

2.5. Monnaie fonctionnelle et de présentation.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle de Gascogne. Toutes les données financières présentées en euro sont arrondies au millier d'euros le plus proche.

2.6. Recours à des estimations et aux jugements.

L'établissement des comptes consolidés, conformément aux règles édictées par les IFRS, implique que la direction procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif, tels que les amortissements et les provisions, sur l'information financière relative aux actifs et passifs éventuels à la date d'arrêté des comptes consolidés et sur les montants portés aux comptes de produits et de charges au cours de l'exercice. Ces estimations sont fondées sur l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par la suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Les principales estimations faites par la direction lors de l'établissement des états financiers consolidés intermédiaires résumés portent principalement sur les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite, des pertes de valeur d'actifs et des provisions. Ces estimations ont été réalisées selon les mêmes démarches d'évaluation qu'à fin 2012.

3. – Principales méthodes comptables.

Les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012, à l'exception des normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne applicables de façon obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2013 (voir note 2.3.1 « Nouvelles normes appliquées »).

4. - Gestion des risques financiers.

En matière de risque de change, le Groupe est principalement exposé sur le change euro/dollar. La politique du Groupe est de couvrir un budget annuel. Néanmoins, la situation financière particulière du Groupe en 2012 ne lui a pas permis de souscrire de nouvelles couvertures pour l'année 2013.

Dans le cadre de son financement, le Groupe a conclu des emprunts à moyen terme à taux variable. Afin de se couvrir contre le risque de hausse des taux relatif à ses emprunts, il a été mis en place des swaps receveur taux variable/payeur taux fixe.

Dans le cadre de la gestion du risque de taux, le Groupe a souscrit pour 75 M€ de nouveaux swaps receveur taux variable/ payeur taux fixe à échéance fin 2013. Ces dérivés sont mis en place afin de couvrir l'endettement financier de Gascogne. Au 30 juin 2013, un dérivé présentant un nominal de 10 M€, non encore alloué en sous-jacent, est qualifié en trading.

Les autres aspects des objectifs et politiques de la gestion des risques financiers du Groupe sont inchangés par rapport aux informations fournies dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

5. - Information sectorielle.

En milliers d'euros								1 ^{er} Semestre 2013
	Activité Bois	Activité Papier	Activité Sacs	Activité Complexes	Financier	Total Activités poursuivies	Activités cédées	Total Groupe
Chiffre d'affaires	41 410	52 317	59 629	62 718	219	216 293	3 014	219 307
Charges opérationnelles courantes	(42 662)	(52 435)	(57 907)	(62 335)	(1 157)	(216 496)	(3 266)	(219 762)
Résultat opérationnel courant	(1 252)	(118)	1 722	383	(938)	(203)	(252)	(455)
Résultat opérationnel	(3 108)	(265)	1 726	171	(1 577)	(3 053)	(565)	(3 618)
Résultat des équivalences			(165)			(165)		(165)

En milliers d'euros								1 ^{er} Semestre 2012
	Activité Bois	Activité Papier	Activité Sacs	Activité Complexes	Financier	Total Activités poursuivies	Activités cédées	Total Groupe
Chiffre d'affaires	42 384	48 814	61 845	63 077	102	216 222	31 053	247 275
Charges opérationnelles courantes	(43 676)	(52 539)	(60 378)	(59 774)	(1 517)	(217 884)	(31 503)	(249 387)
Résultat opérationnel courant	(1 292)	(3 725)	1 467	3 303	(1 415)	(1 662)	(450)	(2 112)
Résultat opérationnel	(5 363)	(3 671)	777	3 258	(2 447)	(7 446)	(2 881)	(10 327)
Résultat des équivalences			183			183		183

Les opérations réalisées dans chacun des secteurs présentés du Groupe sont résumées ainsi :

- activité Bois : la production de bois d'œuvre et de trituration, parquets, lambris finis, moulures, panneaux, aménagement et accessoires,
- activité Papier : la fabrication de papier kraft naturel frictionné et kraft naturel pour sacs,
- activité Sacs : la production de sacs petite, moyenne et grande contenances,
- activité Complexes : la fabrication de complexes multicouches (standard ou renforcé), supports siliconés, papiers gommés, complexes auto-adhésifs.

6. - Evolution du périmètre.

Le périmètre de consolidation n'a pas connu d'évolution au cours du premier semestre 2013.

7. - Sinistres subis.

Le site de Linnich en Allemagne, usine de la société Gascogne Laminates Germany (branche Complexes) a subi un incendie le 28 février 2013 qui a détruit l'entrepôt de préparation des encres. Un dossier d'assurance est en cours et les conséquences opérationnelles et financières seront limitées.

8.- Immobilisations incorporelles et corporelles

(en milliers d'euros)	Goodwills	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Total
Valeurs brutes				
Valeurs au 31 décembre 2012	26 617	11 224	564 254	602 095
Acquisitions		107	5 775	5 882
Cessions	305	(245)	(1 629)	(1 569)
Ecart de conversion	(101)	(2)	(252)	(355)
Autres		(728)	174	(554)
Valeurs au 30 juin 2013	26 821	10 356	568 322	605 499
Amortissements et dépréciations				
Valeurs au 31 décembre 2012	(23 331)	(7 756)	(453 227)	(484 314)
Dotations aux amortissements		(460)	(6 203)	(6 663)
Diminutions d'amortissements	(305)	245	614	554
Dépréciations des actifs				
Ecart de conversion		1	155	156
Autres			6	6
Valeurs au 30 juin 2013	(23 636)	(7 970)	(458 655)	(490 261)
Valeurs nettes au 30 juin 2013	3 185	2 386	109 667	115 238

8.1. - Ventilation des goodwills nets par Unité Génératrice de Trésorerie.

En milliers d'euros	Exercice 2012	Dépréciations	Variations de change	1 ^{er} Semestre 2013
UGT GST	2 246		(111)	2 135
UGT COMPLEXES	1 040		10	1 050
Montant en fin de période	3 286		(101)	3 185

Les variations des goodwills de l'UGT Gascogne Sack Tunisia (GST) résultent de la conversion au cours de clôture.

8.2. – Ventilation des provisions pour pertes de valeur comptabilisées par UGT

En milliers d'euros	Exercice			1 ^{er} Semestre
	2012	Dotations	Reprises	Autres
Goodwill	9 535			9 535
Immobilisations corporelles	33 239			33 239
UGT BOIS	42 774			42 774
Goodwill	186			186
Immobilisations incorporelles	199			199
Immobilisations corporelles	58 250			58 250
UGT PAPIER	58 635			58 635
Immobilisations corporelles	2 022			2 022
UGT Gascogne Sack Deutschland	2 022			2 022
Goodwill	1 323			1 323
Immobilisations corporelles	5 992			5 992
UGT AIGIS	7 315			7 315
Goodwill	11 397			11 397
Immobilisations incorporelles	199			199
Immobilisations corporelles	99 503			99 503
TOTAL	111 099			111 099

8.3. - Quotas d'émission de gaz à effet de serre ».

Comme indiqué au paragraphe III.27 de l'annexe aux états financiers du groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, le groupe a réalisé au 30 juin 2013 un test de dépréciation sur les quotas figurant à l'actif.

Au 30 juin 2013, aucune dépréciation n'a été constatée.

8.4. – Frais de développement.

Au cours du semestre, le groupe n'a pas comptabilisé de frais de développement en immobilisations incorporelles.

9. - Capitaux propres

9.1. – Capital.

Le capital social est inchangé par rapport au 31 décembre 2012.

9.2. – Actions d'autocontrôle.

Au 30 juin 2013, le nombre d'actions auto-détenues par Gascogne SA s'élève à 52 737 actions, représentant 2,6% du capital.

9.3. – Charges comptabilisées au titre des avantages sur capitaux propres.

Aucune charge au titre des avantages sur capitaux propres n'a été comptabilisée sur le 1^{er} semestre 2013, ni sur le 1^{er} semestre 2012.

9.4. – Distributions.

Aucun dividende n'a été voté ou distribué sur le 1^{er} semestre 2013 et sur le 1^{er} semestre 2012.

10. - Emprunts et dettes financières, trésorerie et équivalents de trésorerie.

10.1. - Ventilation par nature.

En milliers d'euros	1° Semestre 2013	Exercice 2012
Emprunts et dettes financières, part à plus d'un an		
Emprunts obligataires	1 270	1 370
Emprunts auprès d'établissements de crédit	2 396	3 796
Emprunts relatifs aux location-financements	1 728	2 093
Autres dettes financières	282	332
Total	5 676	7 591
Emprunts et dettes financières, part à moins d'un an		
Emprunts obligataires		400
Emprunts auprès d'établissements de crédit	58 087	58 007
Emprunts relatifs aux location-financements	1 023	1 158
Autres dettes financières	530	530
Intérêts courus sur emprunts et dettes financières	522	326
Soldes créditeurs auprès des banques	38 755	38 166
Intérêts courus	18	18
Total	98 935	98 605
Total des emprunts et dettes financières	104 611	106 196
Trésorerie et équivalents de trésorerie		
Valeurs mobilières		
Disponibilités	4 111	4 916
Intérêts courus	39	32
Autres	50	110
Total	4 200	5 058
Endettement net	100 411	101 138

Un accord de conciliation a été signé le 13 juillet 2012 avec les banques du Groupe et son actionnaire EEM et a été homologué par décision du Tribunal de Commerce de Dax en date du 18 juillet 2012.

Les principales caractéristiques de cet accord sont décrites dans le §.2.2. Bases d'évaluation.

Compte-tenu du non-respect des ratios financiers du contrat syndiqué et du protocole de conciliation, la part des crédits long et moyen terme de la dette syndiquée au 30 juin 2013, s'élevant à 52,9 M€, a été classée en dettes financières à moins d'un an.

10.2. - Variation de l'endettement net.

En milliers d'euros	
Endettement net au 31 décembre 2012	101 138
Augmentation (diminution) des emprunts et dettes financières	(2 613)
Augmentation (diminution) de la trésorerie nette	2 826
Ecart de conversion	24
Autres mouvements	(964)
Endettement net au 30 juin 2013	100 411

10.3. - Rapprochement avec la trésorerie retenue dans le Tableau des Flux de Trésorerie (note III).

En milliers d'euros	1° Semestre 2013			1° Semestre 2012		
	Activités poursuivies	Activités cédées	Flux de trésorerie	Activités poursuivies	Activités cédées	Flux de trésorerie
Soldes créditeurs auprès des banques	38 755	0	38 755	51 446	2	51 448
Trésorerie et équivalents de trésorerie actifs	4 161	1 068	5 229	5 892	869	6 761
Total	34 594	(1 068)	33 526	45 554	(867)	44 687

11. – Provisions.

En milliers d'euros	1° Semestre 2013	Exercice 2012
Provisions pour litiges	2 968	13 969
Provisions pour impôt	13	13
Provisions pour restructurations et départs		
Provisions environnementales	1 181	1 225
Divers	1	
Provisions pour risques et charges à long terme	4 163	15 207
Provisions pour litiges	15 776	4 890
Provisions pour impôt	6	6
Provisions pour pertes / contrats déficitaires	22	10
Provisions pour restructurations et départs		
Provisions environnementales		
Divers	1 384	1 198
Provisions pour risques et charges à court terme	17 188	6 104
Total	21 351	21 311

Les provisions ont varié comme suit :

En milliers d'euros	
Provisions au 31 décembre 2012	21 311
Dotations (reprises)	41
Ecart de conversion	(1)
Autres mouvements	0
Provisions au 30 juin 2013	21 351

11.1. – Engagements de retraite et autres avantages

Compte tenu de l'absence de changement significatif dans les régimes et dans les hypothèses actuarielles, le Groupe n'a pas procédé à une nouvelle évaluation au 30 juin 2013 des engagements de retraite et autres avantages.

En milliers d'euros	
Engagements au 31 décembre 2012	18 024
Coûts des services rendus	433
Charges financières	271
Ecart de conversion	(1)
Autres mouvements	(488)
Engagements au 30 juin 2013	18 239

11.2. – Litiges.

En milliers d'euros	Exercice 2012	Dotations globales	Reprises globales	Autres mouvements	1° Semestre 2013
Litige Commission de Bruxelles	13 200				13 200
Litiges liés à l'amiante	1 551	35	(105)		1 481
Litiges avec les anciens salariés de Givet	1 486		(68)		1 418
Litige NCC	792				792
Litige anciens dirigeants	611				611
Divers	1 232	274	(251)		1 255
Total	18 872	309	(424)		18 757

Litige Bruxelles

Suite aux procédures engagées par Gascogne SA et Sachsa Verpackung (devenue Gascogne Sack Deutschland) devant le Tribunal de Première Instance des Communautés Européennes pour faire appel de l'amende de 13,2M€ infligée par la Commission Européenne, les audiences de plaidoiries ont eu lieu le 2 février 2011.

Par une décision du 16 novembre 2011, le Tribunal de l'Union Européenne a rejeté le recours en annulation. Les sociétés ont décidé d'intenter un pourvoi devant la Cour de Justice Européenne dont la procédure est en cours. Une décision devrait intervenir avant fin 2013

Ce litige fait l'objet d'une provision de 13,2 M€ (constituée fin 2005) et d'intérêts courus pour 4 M€ (présentés en autres passifs courants).

Litiges liés à l'amiante

A ce jour pour Gascogne Paper

- 69 dossiers de demande de reconnaissance de maladie professionnelle ont été déposés devant la CPAM (soit 5 dossiers supplémentaires depuis le 31 décembre 2012) :

- 58 dossiers reconnus,
- 6 dossiers refusés,
- 5 dossiers en cours d'analyse.

- 49 dossiers ont été déposés devant le TASS pour faute inexcusable (pas d'évolution depuis le 31 décembre 2012) sur les 58 dossiers reconnus en maladie professionnelle.

Sur les 49 dossiers :

- 5 ont été jugés en 2007 par décision du 11 février 2008 : la faute inexcusable a été retenue mais les dossiers ont été déclarés inopposables à Gascogne Paper, la charge financière des condamnations a donc été totalement affectée aux Caisses d'Assurance Maladie. Les appels n'ont pas modifié ces jugements.
- 21 ont été jugés en Première Instance le 28 juin 2010 :
 - 8 dossiers pour lesquels la faute inexcusable a été retenue et déclarés opposables à Gascogne Paper. Pour ces 8 dossiers, dont 2 ont fait l'objet d'un recours en appel, la société a été condamnée à verser des indemnités pour un montant de 459K€ qui ont été enregistrées dans les comptes au 31 décembre 2010. L'arrêt de la Cours d'Appel du 7 février 2013 a confirmé la condamnation de Gascogne Paper dans les 2 dossiers, mais a déclaré inopposable l'un des 2 dossiers, ce qui a conduit Gascogne Paper à percevoir un remboursement de 32k€.
 - 13 dossiers pour lesquels la faute inexcusable a été retenue, et déclarés inopposables à Gascogne Paper, donc sans demande de versement d'indemnités.
- 7 ont obtenu une demande de renvoi lors de la Première Instance du 28 juin 2010, ont été plaidés le 7 mars 2011, et le TASS a rendu sa décision le 25 juillet 2011 : la faute inexcusable a été retenue pour les 7 dossiers mais 6 ont été déclarés inopposables à Gascogne Paper et la société a été condamnée à hauteur de 33 K€ pour le dernier dossier
- 3 dossiers (plaidés en décembre 2011) ont été jugés le 10 décembre 2012 : la faute inexcusable a été retenue pour les 3 dossiers et 1 a été déclaré inopposable à Gascogne Paper, la société a été condamnée à hauteur de 83 K€ pour ces 2 dossiers mais a fait appel de la décision

- 13 dossiers sont en délibérés suite à l'audience du 8 avril 2013.

➤ *Gascogne Sack*

Aucun élément nouveau n'est intervenu au cours du premier semestre 2013. 2 dossiers de demande de reconnaissance du caractère professionnel de la maladie ont été déposés en 2008 et reconnus comme tels.

➤ *Synthèse des impacts financiers*

A fin juin 2013, le montant des indemnités versées par Gascogne Paper sur les 36 dossiers jugés s'élève à 0,7 M€ et le montant de la provision sur les 13 dossiers non encore jugés s'élève à 1,5 M€.

Litige avec les anciens salariés du site de Givet

A la suite de l'annonce de la fermeture du site de Givet, 55 salariés avaient ouvert en décembre 2009 des actions individuelles afin d'obtenir des primes supra légales supplémentaires à celles déjà versées.

Le Conseil des Prud'hommes de Charleville-Mézières a condamné le 16 mai 2011 Gascogne Laminates à verser à ses anciens salariés des indemnités et des salaires pour un montant total de 930 K€ avec demande d'exécution provisoire.

La société Gascogne Laminates a, interjeté appel de ce jugement et obtenu en référé la suspension de l'exécution provisoire.

L'audience en appel initialement fixée au 27 juin 2013 a été reportée en septembre 2013.

Le montant total de ces condamnations est provisionné dans les comptes de la société.

Litiges avec d'anciens dirigeants

L'ancien dirigeant de la Branche Bois, a contesté son licenciement pour faute grave le 17 octobre 2011 auprès du Conseil des Prud'hommes de Bergerac et réclamé des dommages et intérêts à Gascogne SA pour 0,3 M€.

Le Conseil des Prud'hommes de Bergerac a condamné le 28 juin 2012 Gascogne SA à verser des indemnités et des dommages et intérêts à hauteur des réclamations soit 312 K€ avec demande d'exécution provisoire.

La société a fait appel de cette décision sur le fond, mais a d'ores et déjà payé 200 K€.

Par ailleurs, la société MEYSSET DEVELOPPEMENT (dont le représentant légal est l'ancien dirigeant de la branche Bois) a assigné, Gascogne SA et Gascogne Wood Products, le 28 février 2012, auprès du Tribunal de Commerce de Dax et réclame 1,5 M€ de dommages et intérêts en réparation du caractère brutal, et abusif de la révocation de son mandat de Président de Gascogne Wood Products en octobre 2011. L'audience du Tribunal de commerce s'est tenue en Décembre 2012 et le jugement a été mis en délibéré.

A la date de rédaction de ce document, MEYSSET DEVELOPPEMENT et son représentant légal ont été condamnés à verser 10 K€ au titre de l'article 700 du Code de procédure civile.

Deux autres anciens dirigeants du Groupe intentent également des procédures devant le Conseil des Prud'hommes, réclamant au total 1,2 M€.

Concernant l'ensemble de ces litiges, la société a constitué une provision de 0,6 M€ à fin 2012. Le montant de cette provision est inchangé à fin juin 2013.

12. - Autres produits et charges opérationnels.

En milliers d'euros	1er Semestre 2013	1er Semestre 2012
(Dotations) de provision pour dépréciation des actifs		(4 486)
Reprises de provision pour dépréciation des actifs		431
(Dotations) / Reprises de provision pour restructuration et litiges	101	(359)
Plan de restructuration chez Gascogne Sack Deutschland		(912)
Provisions et charges de restructurations	(2 888)	(595)
Plus-values, Moins-values nettes sur cession d'actifs	(63)	137
Autres produits et charges opérationnels	(2 850)	(5 784)

Les dotations et reprises de provisions pour dépréciation des actifs comprennent principalement en 2012 la dotation pour dépréciation des actifs de l'UGT Bois pour 4 M€ suite au test d'impairment et une provision complémentaire

de 0,4 M€ concernant l'entrepôt de La Houssaye en Brie pour lequel un protocole de cession a été signé début juin 2012 (augmentation de la moins-value attendue).

Les provisions et charges de restructurations comprennent principalement en 2013 :

- Les couts associés au plan d'adaptation des effectifs et de la capacité de production dans la branche Bois pour 1,4 M€
- des honoraires liés à la restructuration de la dette et aux cessions de sites pour 0,6 M€

13. – Charges financières.

En milliers d'euros	1er Semestre 2013	1er Semestre 2012
Produits d'intérêts et assimilés	10	222
Charges d'intérêts et assimilés	(3 135)	(3 983)
Coût de l'endettement net	(3 125)	(3 761)
Produits (Charge) de change	(77)	(299)
Produits financiers des participations non consolidées		
(Charges) produits d'actualisation	(271)	(321)
Produits (charges) autres	(142)	(381)
Autres produits et charges financiers	(490)	(1 001)
Charges financières nettes	(3 615)	(4 762)

Au 30 juin 2012, les « Autres produits et charges financiers », comprennent notamment 297 k€ d'intérêts relatifs à la garantie bancaire qui permet de suspendre le paiement de l'amende infligée par la Commission Européenne jusqu'au terme des procédures en cours (recours devant le Tribunal de première instance des communautés européennes).

14. - Charges d'impôts sur le résultat.

En milliers d'euros	1er Semestre 2013	1er Semestre 2012
(Charges) Produits d'impôt exigible	(145)	(955)
(Charges) Produits d'impôt différé	246	3 082
Impôt sur le résultat	101	2 127

Les impôts différés ont été calculés sur la base d'un taux effectif moyen d'impôt estimé par filiale, appliqué au résultat avant impôt.

Les déficits fiscaux du groupe d'intégration fiscal français dont la tête de groupe est Gascogne SA n'ont pas été activés sur le 1^{er} semestre 2013 (comme en 2012) en raison de perspectives de résultat qui ne permettraient pas de les utiliser.

Aucun déficit au titre du résultat du 1^{er} semestre 2013 concernant les filiales étrangères n'a été activé au 1^{er} semestre 2013 en l'absence des perspectives de recouvrabilité.

15. - Parties liées.

15.1. – Rémunérations et avantages octroyés

Les principaux dirigeants perçoivent des rémunérations sous forme d'avantages au personnel à court terme, d'avantages accordés au personnel postérieurs à l'emploi et de paiement fondés sur les actions. Les avantages court terme perçus par les 5 principaux dirigeants se sont élevés à 669 K€ au 30 juin 2013.

Les jetons de présence servis aux membres du Conseil d'Administration au cours du 1^{er} semestre 2013 s'élèvent à 160 K€.

15.2. - Autres parties liées.

La société Electricité et Eaux de Madagascar, qui détient plus de 25 % du capital et des droits de vote a fait une avance en compte courant de 6 M€ en juillet 2012, dont 2,5 M€ ont été remboursés par Gascogne dans le cadre du remboursement du crédit de New Money et de l'avance actionnaire de 7,4 M€ en septembre 2012. Cette avance bénéficie des mêmes conditions que le Crédit de New Money : taux de rémunération, garanties, échéancier de remboursement.

Les transactions avec les sociétés mises en équivalence sont non significatives.

16 – Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan décrits dans les états financiers consolidés du groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 sont identiques en nature et n'ont pas évolué de manière significative dans leur montant au 30 juin 2013.

17 – Evénements postérieurs à la clôture

Néant.

C. – RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2013

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Gascogne, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude relative à la continuité de l'exploitation qui est exposée dans la note « 2.2 Bases d'évaluation » des comptes semestriels consolidés résumés.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Mérignac, le 31 juillet 2013

Bordeaux, le 31 juillet 2013

KPMG Audit IS

Deloitte & Associés

Eric Junières
Associé

Emmanuel Gadret
Associé